



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE
ACTE D'ENGAGEMENT (A.E)

A	IDENTIFIANT
----------	--------------------

OPERATION : Rénovation et modernisation de l’amphithéâtre Cézanne de l’École du Louvre

OBJET DU MARCHE : *Marché de maîtrise d’œuvre*

Marché de maîtrise d’œuvre en application des articles R. 2172-1 à R. 2172-6 du Code de la commande publique

N° DU MARCHE : (*à préciser au moment de l’engagement*)

Montant TTC du marché en EURO : (*à préciser*)

Imputation budgétaire :

TITULAIRE: (*à préciser*)

Maître de l'Ouvrage :

L’Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture
30, rue du château des rentiers - CS 61336 - 75647 Paris cedex 13

Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements nécessaires aux bénéficiaires de nantissements ou de cessions de créances : Le Président de l’OPPIC

Ordonnateur : Le Président de l’OPPIC

Justification de la qualité de la personne signataire au nom de l’OPPIC :

Décret du 24 mai 2023 portant nomination du Président de l’OPPIC – Décision n°2024-166 portant délégation de signature du 22 janvier 2024

Comptable assignataire des paiements : L’Agent comptable de l’OPPIC, 30 rue du château des rentiers – CS 61336 - 75647 Paris cedex 13

PREAMBULE:

Le marché conclu avec le titulaire est un marché de maîtrise d'œuvre portant sur l'opération de rénovation et modernisation de l'amphithéâtre Cézanne de l'Ecole du Louvre.

Le contenu des prestations est défini à l'article 1.6 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

B	ENGAGEMENT DU CANDIDAT
----------	-------------------------------

A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant pour mon propre compte ou pour le compte de (1)

- adresse du siège social :

- N° Siret :

- Code NAF (anciennement code APE) :

- Numéro de TVA intra-communautaire :

- téléphone :

- Télécopieur :

- Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) :

(1) rayer la mention inutile.

Désigné ci-après par « le titulaire »,

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché listées à l'article 2 du CCAP, et conformément à leurs clauses, engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Le délai de validité de mon offre est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

B	ENGAGEMENT DU CANDIDAT
----------	-------------------------------

***A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES CONJOINT / SOLIDAIRE.
(A préciser)***

ARTICLE 1 - CONTRACTANTS

Nous soussignés,

- * Monsieur _____ agissant en qualité de _____
- au nom et pour le compte de _____
 - au capital de : _____
 - ayant son siège social à : _____
 - téléphone : _____
 - Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : _____
 - N° Siret : _____
 - Code NAF (anciennement code APE) : _____
 - Numéro de TVA intra-communautaire : _____

- * Monsieur _____ agissant en qualité de _____
- au nom et pour le compte de _____
 - au capital de : _____
 - ayant son siège social à : _____
 - téléphone : _____
 - Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : _____
 - N° Siret : _____
 - Code NAF (anciennement code APE) : _____
 - Numéro de TVA intra-communautaire : _____

Désignés ci-après par « le titulaire »,

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché listées à l'article 2 du CCAP, et conformément à leurs clauses, engage l'ensemble des membres du groupement sur la base de l'offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

- 2) être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de l'offre du groupement est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise (**A préciser**) est le mandataire des entrepreneurs du groupement titulaire conjoint / solidaire.
(A préciser)

Préciser en cas de groupement conjoint : Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

ARTICLE 2 - PRIX

2.1 – Conditions de l'offre

L'offre du titulaire est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix, soit le mois d'**avril 2025**, dit mois M ZERO (m0).

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 6.1 du CCAP.

2.2 – Enveloppe financière (Ef)

L'enveloppe financière est fixée à 650.000 en Euros H.T. ; valeur août 2024

L'estimation définitive du coût prévisionnel (Cp) sera établie lors de la validation de l'avant-projet - AVP.

2.3 – Taux de tolérance

Le coût prévisionnel (Cp) est assorti d'un taux de tolérance (t1) fixé à 4 % qui servira pour le contrôle des coûts à l'issue de la consultation des entreprises.

Le coût de réalisation est assorti d'un taux de tolérance (t2) fixé à 4 % qui servira pour le contrôle des coûts en fin d'exécution des travaux ou prestations.

2.4 – Calcul de la rémunération

2.4.1 – Prestations

Les prestations confiées au titulaire comprennent les missions de base "loi MOP" selon les dispositions des articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du Code de la commande publique, assorties des missions complémentaires définies à l'article 1.6.2 du CCAP : mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) et mission de synthèse (SYN).

2.4.2 – Forfait provisoire de base

Le forfait de rémunération provisoire de base (F1p) pour la mission de maîtrise d'œuvre, objet du présent marché, est précisé dans le tableau ci-après :

	Montant hors TVA en EURO (valeur m0)	TVA à 20% en EURO	Total TTC en EURO
Montant total F1p (mission de base)	(à préciser)	(à préciser)	(à préciser)

Soit en toutes lettres et hors taxes :

Montant total F1p (mission de base) : **(à préciser)**

2.4.3 – Fixation du forfait définitif

Le forfait de rémunération définitif F1d pour la mission de maîtrise d'œuvre est arrêté par avenant après validation de l'avant-projet AVP parallèlement à la fixation du coût prévisionnel Cp des travaux.

2.4.4 – Autres forfaits de rémunération

Deux forfaits de rémunération complémentaires F2d et F3d sont fixés dans le tableau ci-après et correspondent respectivement à :

- F2d : mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)
- F3d : mission de synthèse (SYN)

Le contenu de chaque élément de mission complémentaire est précisé en annexe 1 du CCAP.

Les montants de ces forfaits définitifs sont les suivants :

	Montant hors TVA en EURO (valeur m0)	TVA à 20% en EURO	Total TTC en EURO
F2d-mission OPC (OPC)	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>
F3d-mission de synthèse (SYN)	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>

Soit en toutes lettres et hors taxes : *(à préciser)*

Forfait F2d : *(à préciser)*

Forfait F3d : *(à préciser)*

Il est précisé que le titulaire s'engage sur un montant libellé en lettres.

La décomposition de ces prix figure dans la DPGF du présent marché.

Précision à l'attention des membres du groupement conjoint ou solidaire, en cas de remise d'offre par un groupement : la DPGF devra faire apparaître la répartition des montants des prestations membre par membre.

ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHÉ

3.1 – Montant du marché

Le montant total des prestations définies à l'article 1.6 du C.C.A.P. est récapitulé ci-après :

	Montant hors TVA en EURO (valeur m0)	TVA à 20% en EURO	Total TTC en EURO
Montant total F1p mission de base maîtrise d'œuvre	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>
Montant total Missions complémentaires	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>
Total	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>	<i>(à préciser)</i>

Soit un montant total en toutes lettres et hors taxes : **(à préciser)**

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- Le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) - Je n'envisage / nous n'envisageons pas de sous-traiter.

b) - Cas d'un titulaire unique : l'annexe n°1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

- Cas d'un groupement titulaire : l'annexe n°1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

L'annexe au présent acte d'engagement constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :
(à préciser) EURO HT.

ARTICLE 5 - CESSION DE CREANCE

A - Titulaire unique ou groupement solidaire titulaire avec paiement sur compte unique

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est de (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total du marché diminué de la sous-traitance envisagée) en hors taxes :

- en euros HT : **(à préciser)**

Conformément aux articles R. 2191-45, R. 2191-54, R. 2191-56 et R. 2191-57 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement de créance relative au présent marché sera faite auprès de l'Agent comptable de l'OPPIC.

B - Groupement conjoint ou solidaire titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

Le montant maximal de la créance que le groupement titulaire pourra céder est de (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total du marché diminué de la sous-traitance envisagée) en hors taxes :

- 1er cotraitant – Mandataire

Montant en euros HT : **(à préciser)**

- 2ème cotraitant

Montant en euros HT : **(à préciser)**

- 3ème cotraitant

Montant en euros HT : **(à préciser)**

(Etc. selon le nombre de co-contractants)

Conformément aux articles R. 2191-45, R. 2191-54, R. 2191-56 et R. 2191-57 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement de créance relative au présent marché sera faite auprès de l'Agent comptable de l'OPPIC.

ARTICLE 6 - DUREE - DELAIS

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.

Le délai d'exécution du présent marché démarre à compter de l'OS de démarrage de la mission.

Le marché prendra fin dans les conditions définies à l'article 13.2.2 du CCAP.

Le calendrier prévisionnel de l'opération concernée est donné en annexe 3 au CCAP.

La durée complète prévisionnelle de la mission du titulaire est estimée à 28 mois.

Les délais d'exécution des différentes missions de maîtrise d'œuvre sont définis en annexe 2 au CCAP.

ARTICLE 7 - PAIEMENTS

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

A - Titulaire unique ou groupement solidaire titulaire avec paiement sur compte unique

COLLER LE RIB
(Autant de fois que nécessaire)

Toutefois, en application de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

B - Groupement conjoint ou solidaire titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

1er cotraitant – Mandataire

**COLLER LE RIB
(Autant de fois que nécessaire)**

2ème cotraitant

**COLLER LE RIB
(Autant de fois que nécessaire)**

3ème cotraitant

**COLLER LE RIB
(Autant de fois que nécessaire)**

Toutefois, en application de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants

bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

AVANCE

Conformément à l'article 7.1 du CCAP, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire.

Ce taux est porté à 10% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une micro, une petite ou une moyenne entreprise.

En cas de cocontractant unique :

Le titulaire est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003 ?

Oui

Non

J'ACCEPTE

JE REFUSE

de percevoir l'avance prévue à l'article **7.1** du CCAP.

En cas de groupement :

1^{er} cocontractant (mandataire)

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003.

Oui

Non

J'ACCEPTE

JE REFUSE

de percevoir l'avance prévue à l'article **7.1** du CCAP.

2^{ème} cocontractant

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003.

Oui

Non

J'ACCEPTE

JE REFUSE

de percevoir l'avance prévue à l'article **7.1** du CCAP.

3^{ème} cocontractant

Le cocontractant est- il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003.

Oui

Non

J'ACCEPTE

JE REFUSE

de percevoir l'avance prévue à l'article **7.1** du CCAP.

Fait en un seul original

A (préciser le lieu), le (préciser la date)

Le titulaire

1^{er} contractant : **(à préciser)**

2^{ème} contractant : **(à préciser)**

3^{ème} contractant : **(à préciser)**

(Etc. selon le nombre de co-contractants)

C	PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION
----------	-------------------------------------------

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées ci-après :

- Annexe n° 1 : Demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance
- Annexe n°2 : Organigramme de la maîtrise d'œuvre

Visa de l'instance de contrôle

Le représentant du pouvoir adjudicateur

(à préciser)

(à préciser)

Le

Le

ANNEXE N°1 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE N° (*préciser au moment de l'engagement*)

DEMANDE D'ACCEPTATION DU OU DES SOUS-TRAITANTS ET
D'AGRÉMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU OU
DES CONTRAT(S) DE SOUS-TRAITANCE

OBJET DU MARCHÉ : (*à préciser*)

ANNEXE N°2 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE N° (*préciser au moment de l'engagement*)

ORGANIGRAMME DE LA MAITRISE D'OEUVRE

OBJET DU MARCHÉ : (*à préciser*)